

# DÉPASSER LES PROCESSUS TRADITIONNELS

*Décision publique locale cherche éclairage avisé. Transmettre au Puca ! Nous ne sommes plus au siècle des Lumières. L'action politique a ses raisons... Les expertises se multiplient, se contredisent parfois. Les incertitudes s'accumulent. L'intelligibilité des mondes urbains n'a pourtant jamais été aussi nécessaire. Les responsables locaux ont besoin de connaissances, pour chiffrer et qualifier les réalités contemporaines ; de concepts, pour questionner ces situations inédites, en faire des sujets de débat et d'intervention. Cela ne va pas de soi, tant l'avalanche des données - plus ou moins rigoureuses, plus ou moins pertinentes - sature les neurones les plus avertis. Le dialogue entre savoirs et pouvoirs est à réinventer. Il y faut de l'inventivité et de l'audace, pour dépasser les traditionnels processus de valorisation de la recherche, au profit de coopérations mieux pensées et mieux anticipées.*



© DR

## Surdités partagées

Les acteurs locaux, et singulièrement les élus, ont beaucoup de bons motifs - et quelques mauvais - de ne pas s'intéresser à la recherche. Dans les plus contestables, il y a le manque de temps, revendiqué ou regretté, et l'absence de curiosité, constatée et théorisée. Confronté aux difficultés de l'évaluation des politiques publiques en France, le politologue Jean Leca aimait à citer Carl Schmitt : « la caractéristique du pouvoir est la capacité de parler au lieu d'écouter, la capacité de se permettre de ne pas apprendre ». Dans les arguments recevables de la faible appétence pour le discours savant, il y a son inintelligibilité ou sa banalité. Côté cuistrierie, l'*homo academicus* s'est assagi, mais parfois au profit d'une vacuité au moins aussi rédhitoire : l'incapacité d'une certaine recherche à en dire plus ou mieux que les

acteurs eux-mêmes. Ces derniers font souvent montre, il est vrai, d'une réflexivité aiguisée. Quoi qu'il en soit, les « profanes » auxquels l'on destine les enseignements de la recherche peuvent légitimement arguer d'une inaptitude des propos savants à renforcer leurs capacités de compréhension et d'action.

Le monde académique ne professe pas un enthousiasme plus naturel pour le travail de recherche local. A l'heure de la course aux colloques internationaux et aux revues anglo-saxonnes de rang A, être l'« intellectuel organique » d'une ville ou d'une région ne fait plus rêver. Et des connivences trop appuyées avec les pouvoirs en place, des familiarités trop peu distancées avec les territoires d'étude dévaluent la figure du notable universitaire local. Le poids des institutions parisiennes de la recherche urbaine n'arrange pas les choses.

Et pourtant ! Les chantiers de la connaissance, à ouvrir ou prolonger, ne manquent pas. Les politiques locales françaises ont été élaborées il y a un demi-siècle, avec la loi d'orientation foncière, le versement-transport et quelques autres outils qui continuent à formater la pensée urbaine. Un *aggiornamento* s'impose, alors que les enjeux environnementaux, économiques et sociaux devraient bousculer les modèles.

## Des Métropoles en quête de métropolisation

Les Métropoles viennent à peine d'être instituées par la loi qu'il faudrait mettre les villes moyennes, les petites villes et les campagnes à l'agenda politique et scientifique. Tout territoire mérite certes attention. Mais le « fait urbain » vient juste de prendre racine. « Urbain » n'est plus un

gros mot ! Nous n'en avons pas fini avec les métropoles et bien des quiproquos restent à lever : la métropolisation ne fabrique pas juste des agglomérations plus grandes, qu'une intercommunalité renforcée saurait piloter.

La métropolisation met en réseau les territoires, *urbi et orbi*. Elle joue avec les proximités et les connexités, avec les ressources locales et les compétences relationnelles. Ses espaces sont à géométrie variable, ses échelles se télescopent plus qu'elles ne s'emboîtent. Sa fabrique mobilise des acteurs publics et privés. En toutes ces matières, nos nouvelles Métropoles ne sont pas plus armées que nos anciennes communautés urbaines ou d'agglomération. La gouvernance métropolitaine reste à inventer.

Et que dire des urbanités métropolitaines ? On pensait que la sociologie urbaine avait compris la grande ville, dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. L'efficacité économique la justifiait. Une certaine idée de la société moderne l'encourageait. Diversité et altérité semblaient des idées partagées. Aujourd'hui, l'urbanité en prend pour son grade : péri-urbain plébiscité, fragmentation et ségrégation renforcées, densités récusées... L'habitant reste la figure quasi exclusive des attentions municipales, au détriment de tous les usagers (étudiants, travailleurs, utilisateurs, clients, touristes...) qui font la métropole. Et les dispositifs politico-administratifs peinent à prendre en compte cette ville des services, cette métropole des modes de vie, où les morphologies urbaines ne structurent plus ni les pratiques ni les sociabilités du quotidien.

Les élus locaux ne s'y trompent d'ailleurs pas. Appelant à une réflexion prospective,



Bordeaux © Héliane Dumora, a'urba

c'est en fait une analyse et une compréhension des mutations actuelles qu'ils demandent. Transitions environnementales, numériques... En ces moments où la crise devient ordinaire, il faut agir pour comprendre autant que comprendre pour agir.

## Dialogues collaboratifs

Valorisons, valorisons, il en restera toujours quelque chose... Cette assertion ne tient plus. Les louables efforts pour passer de 128 pages à quatre pages, du texte à la bande dessinée, de l'écrit à la vidéo, buttent sur le trop-plein médiatique. Quant aux propos provocateurs, pari parfois gagné d'une écoute plus attentive, ils pêchent généralement par simplification outrancière : opposition entre centre et périphéries, fin des villes...

Le programme Popsu fait l'hypothèse que c'est en embarquant les acteurs locaux dans le processus même de recherche que la valorisation s'effectuera. Il convient, je crois, de pousser un cran plus loin l'ambition,

pour parler d'appropriation de la recherche. La mobilisation prendra plusieurs formes : un financement, qui engage ; l'ouverture de terrains ou de données, qui met en confiance ; le partage des questions, qui suscite l'attente ; le débat sur les analyses, qui renforce leur robustesse ; une montée en généralité coproduite, qui brouille les statuts au profit de l'intelligence collective ; la diffusion conjointe, qui légitime les conclusions. L'appropriation se fait ainsi chemin faisant. Tableau idyllique, peut-être, de circuits courts sous forme de dialogues collaboratifs, où la boîte noire de la production scientifique s'ouvre aux acteurs de la production urbaine, où chacun accepte de changer - un peu - de posture, pour mieux comprendre les modes de raisonnement de son interlocuteur.

Selon les sujets et les terrains, ces dispositifs impliqueront des tiers : institutions culturelles ou scientifiques locales, conseils de développement, agences d'urbanisme, qui savent se faire animateurs de ces fo-

rum hybrides, où les traductions s'avèrent parfois nécessaires. Les thèses en financement Cifre (Conventions industrielles de formation par la recherche) représentent un autre vecteur précieux de médiation, le doctorant effectuant sa recherche au sein d'un organisme d'accueil, une collectivité territoriale, tout en restant attaché au laboratoire de son directeur de thèse.

Pour mettre en place une coopération efficace entre chercheurs et acteurs locaux, la participation d'hommes et de femmes « de bonne volonté » est un préalable ; l'envie commune de construire des métropoles réflexives un catalyseur ; le montage de dispositifs *ad hoc* une nécessité. Cela vaut le coup d'essayer !

Jean-Marc Offner

Directeur général de l'a'urba (agence d'urbanisme Bordeaux métropole Aquitaine)  
Président du Conseil stratégique de la Plateforme d'observation des projets et stratégies urbaines